CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des finances de la Chambre des communes – Consultations pré-budgétaires 2013

Ce mémoire est soumis par :

(•) **une organisation** **Nom de l'organisation:** Coalition interagence sida et développement

ou

( ) **un individu** **Nom:** _____

Sujet : Aide internationale et politique étrangère

* **Recommandation 1 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.**

Renforcer les engagements dans le cadre de l'Initiative fédérale pour remédier au sida/VIH de manière à réduire les répercussions négatives sur la productivité.

Il existe un large fossé entre les services disponibles pour les citadins et les gens qui vivent dans des localités éloignées et donc plus isolées. Grâce à l'augmentation des ressources allouées à l'initiative fédérale, les plus petits organismes pourront développer des capacités leur permettant de s'occuper des régions rurales et éloignées.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

$1 milliard ou plus

5 ans ou plus

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de la mise en œuvre de votre recommandation.

Le VIH/sida produit des effets dynamiques sur les sociétés à de multiples niveaux qui franchissent les limites démographiques, sectorielles et régionales, et demeure encore au Canada un problème majeur de santé publique. Selon les estimations de la Société canadienne du sida, les pertes nettes pour l'économie canadienne attribuables à la vague récente d'infection se chiffrent à 4 milliards de dollars approximativement (2011). Le fait de rendre plus accessibles dans les diverses régions les moyens de prévention, de traitement et de soins ainsi que les programmes de soutien contribuera à réduire à long terme le fardeau économique et social qui en découle.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

Quand des personnes se débattent pour prendre soin de proches malades, cela les empêche dans une certaine mesure de participer à l'économie réelle. Il en résulte un plus fort taux d'absentéisme, un pouvoir d'achat réduit et une baisse de la productivité; de plus, cela draine les ressources du réseau de la santé déjà surchargé. Ce fléau a un impact incommensurable sur la viabilité de l'économie du Canada. Le VIH frappe les éléments les plus productifs de la société, les gens en âge de travailler et d'élever une famille. Étant donné que les activités économiques s'étendent aux régions rurales et aux localités économiques, il faut y fournir également des programmes de prévention complets, dont des services de réduction des séquelles, pour faire en sorte que les personnes nécessiteuses puissent en bénéficier au moment requis.

Sujet : Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Recommandation 2 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Renforcer l'engagement vis-à-vis les soins maternels et les soins de l'enfant dans le cadre de l'Initiative de Muskoka en consacrant un montant de 20 millions de dollars CAN en l'espace de deux ans afin d'aider à financer à la fois le Partenariat international pour la mise au point d'un vaccin contre le sida (IAVI) et le Partenariat international pour des microbicides.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Transférer une partie de l'enveloppe budgétaire consacrée à l'aide publique au développement pour financer la mise au point de nouvelles techniques de prévention à l'intérieur d'un ensemble de mesures plus vastes visant à corriger les disparités entre les sexes. Même si le pourcentage de l'aide publique internationale qui sert à promouvoir les droits des femmes a augmenté, à peine le dixième des organismes militant en faveur des femmes reçoit des fonds de partenariats bilatéraux, de gouvernements nationaux et d'organisations non gouvernementales. L'attribution de montants spécifiques à ces organismes permettra de multiplier les activités en faveur des femmes et favorisera la mise au point de nouvelles techniques de prévention.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

Aux quatre coins du globe, la question des droits des femmes et les problèmes dus à l'inégalité entre les sexes demeurent des obstacles majeurs au développement. À mesure que les femmes subissent de plein fouet les ravages de l'épidémie partout sur la planète, la propagation du VIH fait ressortir de profondes divisions entre les sexes. Or, les nouvelles techniques de prévention viennent élargir la trousse de prévention en offrant des solutions réalistes grâce auxquelles les femmes peuvent mieux prendre soin de leur santé nonobstant les menaces de violence, les contraintes matrimoniales ou le désir d'enfanter. Les investissements dans la mise au point de nouvelles techniques du genre visent à fortifier les droits des femmes et à remédier au déséquilibre de pouvoir entre les sexes que l'épidémie de VIH/sida tend à accentuer.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc.

La féminisation croissante de l'épidémie n'est pas un phénomène propre au Canada. Le nombre de femmes atteintes du VIH a grimpé de 12,6 %, soit de 14 740 en 2008 à 16 600 en 2011. En permettant ainsi aux femmes d'adopter des comportements et des pratiques moins risqués, on contribuera à atténuer le déséquilibre de pouvoir entre les sexes et à rendre la main-d'œuvre plus diversifiée, d'où la possibilité pour toutes les femmes de participer pleinement aux activités sociales, éducatives et économiques au Canada.

Sujet : Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Recommandation 3 : Fournissez un bref résumé de votre recommandation.

Il faudrait augmenter l'aide publique au développement (APD) en 2014-2015, et fixer un échéancier réaliste mais accéléré pour atteindre l'objectif correspondant qui est de 0,7 % du revenu national brut.

À mesure que nous approchons de l'échéance de 2015 par rapport au plan d'action et que l'initiative associée aux Objectifs de développement du millénaire tire à sa fin, il est primordial de veiller à ce que l'épidémie de VIH/sida et ses séquelles demeurent une composante majeure des objectifs de développement, tant au Canada qu'à l'étranger.

Coût ou économies prévus : Des menus déroulants, veuillez préciser le coût ou les économies estimés de votre recommandation pour le gouvernement fédéral, ainsi que la période couverte par votre recommandation.

Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Sélectionnez un sujet à partir du menu déroulant

Financement fédéral : Indiquez précisément comment le gouvernement fédéral pourrait financer la mise en œuvre de votre recommandation. Par exemple, indiquer quels fonds fédéraux pourraient être réaffectés, quelles modifications fiscales pourraient être mises en œuvre, éliminées ou modifiées, etc.

Bénéficiaires visés : Veuillez indiquer les groupes d'individus, le ou les secteurs ou les régions qui bénéficieraient de votre recommandation.

L'aide financière aux grandes instances internationales en matière de santé, comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, combinée au soutien de programmes de développement de moindre envergure, favorise des interventions mieux coordonnées pour remédier aux problèmes systémiques à la racine de l'épidémie et pour trouver des solutions en vue de réduire les séquelles. Le portefeuille canadien d'aide publique au développement inclut des programmes qui contribuent dans une large mesure à améliorer l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux activités économiques, et à corriger les inégalités entre les droits des hommes et des femmes, facteurs clés à corriger pour résoudre les aspects complexes de l'épidémie de VIH et de sida.

Répercussions générales : Selon la nature de votre recommandation, indiquez comment celle-ci permettrait d'améliorer la qualité de vie, de créer des emplois, de former des travailleurs, etc

L'augmentation de son niveau d'aide publique au développement réaffirmera le rôle joué par le Canada sur cette planète nouvellement mondialisée. À mesure que les frontières économiques tendent à disparaître, les investissements dans les pays émergents donnent au gouvernement une excellente occasion d'améliorer nos relations internationales et de stimuler les activités économiques canadiennes ailleurs dans le monde. Tandis que les entreprises et les gens continuent à migrer, le fait d'investir dans des sociétés prospères outre-mer procure des retombées profitables parallèlement à l'essor des économies, des marchés et des sociétés qui prospèrent et se développent, en quête de nouveaux débouchés et partenariats.

Inscrivez ici toute explication complémentaire sur votre ou vos recommandations.

Au Canada, 71 300 personnes sont atteintes du VIH, les Autochtones comptant pour 12,2 % des nouveaux cas d'infection (ASPC, 2011). L'épidémie de VIH touche de façon disproportionnée les Autochtones parce qu'ils continuent à contracter l'infection plus jeunes que les Canadiens en général. En regardant ce qui se passe à l'étranger, on peut observer les effets dévastateurs du VIH/sida sur les collectivités et leur productivité économique. Vu que les activités économiques s'étendent de plus en plus aux régions éloignées et isolées, la hausse des taux d'infection à ces endroits aura un impact négatif sur la main-d'œuvre disponible. D'après les estimations, chaque nouveau cas d'infection coûte à l'économie canadienne environ 1,3 million de dollars, montant étalé sur la durée de vie de la personne (SCS, 2011). Il faut accroître les moyens des organismes qui s'occupent des sidéens dans les régions rurales et éloignées afin qu'ils puissent offrir un éventail complet de moyens de prévention, de soutien et de traitement (y compris une gamme complète de services de réduction des préjudices); cela contribuera à diminuer les répercussions négatives du sida sur la productivité, les collectivités et la vie des gens, à corriger les problèmes connexes au niveau de la santé individuelle dont les facteurs de morbidité et de mortalité, et à améliorer la qualité de vie.

Des investissements dans la recherche et la mise au point des nouvelles techniques de prévention permettront d'élargir l'éventail de solutions disponibles pour réduire les risques quand le recours à des méthodes traditionnelles paraît irréaliste. Les femmes représentent à présent 51 % des personnes séropositives à l'échelle planétaire, ce qui donne 34 millions d'enfants séropositifs, dont 91 % ont été infectés par leurs mères durant la grossesse, à la naissance ou au cours de l'allaitement (OMS, 2011). Les problèmes généralisés de violence à caractère sexiste de même que le déséquilibre de pouvoir et les inégalités entre les sexes continuent à exacerber les méfaits du VIH/sida pour les enfants, les familles et les collectivités. Grâce à la mise au point et à la fourniture de nouvelles techniques de prévention, les femmes pourront prendre des décisions éclairées à propos de leur santé, ce qui leur permettra de participer davantage aux activités sociales, éducatives et économiques.

L'épidémie de VIH/sida, qui est intrinsèquement reliée aux problèmes complexes de développement, s'attaque d'abord aux segments de la population qui commencent seulement à prendre part aux activités économiques. Ce fléau demeure un enjeu crucial de santé publique à l'échelle internationale, qui continuera à nuire au développement au-delà de l'échéance de 2015. Pour préserver les progrès accomplis, il faut que le gouvernement du Canada investisse dans de bons programmes de développement international en coopérant de manière ciblée avec des organes de santé comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Depuis 2002, notre pays entretient une relation solide avec cet organisme, auquel il a donné globalement 1,5 milliard de dollars. Nous exhortons le gouvernement du Canada à réitérer son engagement et à rester un chef de file sur la scène mondiale entre autres en finançant cette instance, en vue d'atteindre l'objectif depuis longtemps établi qui est d'accroître l'APD au niveau de 0,7 % du RNB.

*Veuillez noter que vous devez obligatoirement proposer une recommandation.